Programme MCA

LE TOGO VALIDE 7 INDICATEURS ET S'APPROCHE DE SON ÉLIGIBILITÉ

8 DES 13 INDICATEURS RESTANTS SONT SUR LA MÉDIANE

P.4

Katanga Poro-Tcha

Le MSF reste ferme

LA RUE N'EST PLUS LE MONOPOLE DE L'OPPOSITION

P.3

N° 418 du 19 novembre 2014 / Prix: 250 Fcfa

LE MESSAGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

Récépissé N° 259/21/04/HAAC
Maison de la presse, casier N° 61
Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59
E-mail:
tchaboremessager@yahoo.fr
Imprimerie: Saint-Louis

Femme et syndicalisme

LE SYNTRAGAVO ET L'IBB FORMENT DES FEMMES DU SECTEUR DES INFRASTRUCTURES

P.2

Présidentielle de 2015 au Togo

Brigitte Adjamagbo de la CDPA

LE RÊVE DE BRIGITTE ADJAMAGBO JOHNSON

P.6

Actualité politique

Les responsable de la Majorité Silencieuse

LA MAJORITÉ SILENCIEUSE ENVISAGE 2 GRANDES MANIFESTATIONS À LOMÉ

P.6

Bassabi Kagbara, PDP

Garry Taama du NET

Ça pourrait sentir mauvais au sein du CAP 2015

LE NET ET LE PDP SOUPÇONNÉS DE JOUER AUX TAUPES PAR L'ENTOURAGE DE JEAN-PIERRE FABRE

P.3

Situation socio-politique au Togo et les manifestations en vue

Noël Depouk'n, Pdt NJSPF

LA NJSPF APPELLE SES MILITANTS ET SYMPATHISANTS À SORTIR MASSIVEMENT LES 21 ET 28 NOVEMBRE PROCHAINS POUR FAIRE ENTENDRE SA VOIX

P.2

Situation socio-politique au Togo et les manifestations en vue

LA NJSPF APPELLE SES MILITANTS ET SYMPATHISANTS À SORTIR MASSIVEMENT LES 21 ET 28 NOVEMBRE PROCHAINS POUR FAIRE ENTENDRE SA VOIX

C'est à travers un point de presse organisé à son siège à Lomé, le lundi 17 novembre 2014, que la Nouvelle Jeunesse pour le Soutien au Président Faure(NJSPF) s'est prononcée sur l'actualité politique au Togo notamment sur les réformes politiques qui font débat aujourd'hui.

Dans une déclaration lue par le président national de l'association, Noël Depouk'n, les membres de la NJSPF, après toute analyse, estiment que les manifestations de rue de l'opposition constituent un prétexte pour créer des troubles à l'ordre public. Ainsi, l'association dit vouloir utiliser tous les moyens légaux en sa possession pour la protection aussi bien de la constitution actuelle du pays que des institutions de la république. Allusion faite à une partie de l'opposition

Au micro, Noël Depouk'n, Pdt National de la NJSPF

qui cherche à mettre en cause l'actuelle loi fondamentale, demandant sa révision avant la tenue de la présidentielle de 2015.

L'Accord Politique Global signé en août 2006, à la suite d'un dialogue voulu par le président Faure, avait prévu la mise en place des réformes politiques au Togo à travers un gouvernement d'union nationale. Mais une partie de l'opposition avait préféré boycotter le gouvernement en question. Ce qui n'a pas empêché le Chef de l'Etat de continuer par traduire dans les faits, les conclusions de cet accord. Bien qu'étant caduques depuis la fin de la cohabitation, le reliquat de l'APG, a toujours retenu l'attention du chef de l'Etat, qui a invité en vain l'opposition à des discussions devant aboutir à la mise en œuvre des réformes politiques et de façon consensuelle.

Il y a quelques mois le débat était revenu sur la scène avec l'introduction à l'Assemblée nationale d'une loi par le gouvernement portant sur les réformes. Mais cette loi avait été rejetée par la majorité des députés le 30 juin dernier. Mais le débat n'est pas pour autant interrompu sur la nécessité d'aller aux réformes. Voulant s'inspirer de ce qui est arrivé au Burkina, une partie de l'opposition togolaise réunie au sein du CAP2015, demande à ses militants de sortir le 21 Novembre prochain pour une marche. Et comme du tic au tac, les militants de la majorité envisage également manifester en masse ce 21 novembre 2014. Voilà pourquoi, Noël Depouk'n, le président de la NJSPF a fait savoir que nul n'est détenteur à lui seul le titre foncier de la rue au Togo, et son association en fera usage aussi longtemps que les circonstances l'exigeront et ce sur l'ensemble du pays pour exprimer les aspirations légales, légitimes et républicaines du peuple et non d'une foule quelconque. Il a au cours de la rencontre avec les médias lancé un appel aux membres et sympathisants de son association à sortir massivement les 21 et 28 novembre 2014 pour faire entendre la voix du peuple.

Bouraïma

Femme et syndicalisme

LE SYNTRAGAVO ET L'IBB FORMENT DES FEMMES DU SECTEUR DES INFRASTRUCTURES

« Organiser des syndicats forts à travers des réseaux thématiques dans le secteur de la construction en Afrique de l'Ouest », sous ce thème, une formation de deux jours en matière de syndicalisme a été dispensée à une vingtaine de femmes travaillant dans l'administration publique. Tenue les 11 et 12 novembre derniers au Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat, cette formation avait un objectif, celui de permettre aux participantes d'apprendre les rudiments de leur épanouissement par le syndicalisme.

Une partie des participantes à la formation

Photo de famille

L'initiative de cette formation a été prise par le Syndicat National des Travaux Publics, Garages Administratifs et Voiries du Togo (SYNTRAGAVO), soutenue par l'Internationale du Bâtiment et du Bois (IBB). Pendant toute la session de formation, il s'est agi de renforcer les capacités des participantes, de leur donner les outils nécessaires de leur pleine implication dans le secteur des bâtiments et travaux publics, un secteur où le genre est encore loin d'être établi de façon équitable. Il faudra combler le vide qu'est la sous représentation des femmes dans ce secteur. C'est ce à quoi s'attèle le SYNTRAGAVO et son partenaire l'Internationale du Bâtiment et du Bois (IBB) pour inciter plus de femmes à s'intéresser au secteur des bâtiments et travaux publics et notamment au syndicalisme comme meilleure voie pour s'épanouir. « Nous avons initié cette formation à l'endroit des femmes (ndlr : membres) du SYNTRAGAVO. Notre secteur couvre les BTP où les femmes sont rares. Nous avons jugé bon de les former et de leur donner les capacités d'embrasser le domaine des BTP pour contribuer à la construction du pays. Elles ont besoin de connaitre leurs droits et les avantages que peut leur apporter l'adhésion au syndicat », a expliqué le camarade Sodagni Yawo, Secrétaire Général du SYNTRAGAVO.

Une bonne raison alors pour l'IBB qui n'a pas hésité à accompagner l'initiative du SYNTRAGAVO. « C'est la 2ème phase du projet exécutée en faveur des femmes qui s'intéressent peu au syndicat. Il faut leur aider à planifier leur temps et à adhérer au syndicalisme. Et cette année, l'IBB s'est assigné l'objectif d'investir pour que les femmes s'impliquent davantage au syndicalisme et du coup au développement du pays », a souligné la camarade Obim A. Kafui, Présidente des femmes de l'Afrique francophone de l'IBB.

La formation a été axée sur des thématiques précises et édifiantes à savoir une présentation du SYNTRAGAVO, la femme et le syndicat, l'autonomisation de la femme, le leadership féminin, la sécurité santé au travail, et la syndicalisation de la femme. Déjà à l'ouverture, Mme Moussa Amina, représentant le Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat a convié les participantes au sérieux pour sortir édifiées de cette formation. Le camarde Dogbatsè Dodzi John, représentant le SG de la CNTT, lui, a exhorté les participantes à leur rôle de femmes comme premières architectes de leurs maisons et donc protectrices du développement des infrastructures.

C. M. Djagou

Ça pourrait sentir mauvais au sein du CAP 2015

LE NET ET LE PDP SOUPÇONNÉS DE JOUER AUX TAUPES PAR L'ENTOURAGE DE JEAN-PIERRE FABRE

La nouvelle circule depuis la semaine derrière, soit 2 semaines après la création du CAP 2015 (Combat pour l'Alternance Politique en 2015) par 8 partis politiques de l'opposition. « CAP 2015 est miné. Il y a des taupes au sein du mouvement, qu'il faudrait rester vigilant », ce sont là, les déclarations de certains militants et sympathisants de l'Alliance Nationale pour le Changement(ANC), qui disent les détenir des plus proches collaborateurs de Jean-Pierre Fabre. « Ils nous ont demandé de rester habiles, car ils sont certains qu'il y a des taupes au sein de CAP 2015, qui cherchent à les espionner. On parle du NET et du PDP», laisse entendre un militant de l'ANC assis sur sa moto, sur laquelle, est accroché un tee-shirt à l'effigie du parti, non loin du siège. A ses soupçons, s'ajoute le climat tendu entre le CST et la coalition ARC-EN-CIEL au sujet de la candidature unique, puisque FABRE ne fait pas l'unanimité, bien que soutenu par CAP2015.

En effet, l'opposition togolaise souffre énormément de beaucoup de maux. Et l'un d'entre ces maux, se trouve être le manque de confiance en son sein. Aussi, en plus de l'incapacité qu'elle a, à pouvoir présenter un véritable projet de société lors des échéances, les soupçons ont toujours été le mal qui l'a gangrène. Ces attitudes proviennent la plupart du temps du parti qui se voit toujours suffisant, comme c'est le cas de l'ANC. Combien de fois le MRC (Mouvement des Républicains Centristes) d'Abass Kaboua n'a été taxé d'intrus au sein du FRAC et du CST ? Kofi Yamgnane en a eu à ses dépens, lorsqu'il a été considéré, à un moment donné, comme quelqu'un qui roulait pour le pouvoir, parce qu'il a osé lever son petit doigt pour critiquer la stratégie de Fabre qu'il trouvait inefficace et infructueuse. Mais plus tard, les faits lui ont plutôt donné raison. Aujourd'hui, c'est autour du NET (Nouvel Engagement Togolais) de Gerry Taama et du PDP (Parti Démocratique Panafricain) de Bassabi Kagbara d'être traités de taupes au sein de CAP 2015, et toujours par le même parti, ANC. Face à cela, des voix s'élèvent pour critiquer l'ANC de jouer à l'arrogance. *« Il est inconcevable qu'on puisse évoluer dans cette atmosphère emprunte de suspicions et d'un manque de confiance. Je n'ai pas compris la démarche de nos responsables de faire route avec l'ANC qui n'a toujours de considération pour ses alliés »*, déclare furieusement un étudiant de l'Université de Lomé qui dit être un militant du NET.

Bassabi Kagbara, PDP

Garry Taama du NET

Ce qui se passe au CAP 2015, n'est pas surprenant, d'après plusieurs observateurs de la scène politique togolaise, qui pensent que si ces partis ont accepté aller s'acoquiner avec l'ANC, c'est qu'ils ont accepté de se faire broyer, et donc de subir toutes les humiliations possibles. Mais reste à savoir si Gerry Taama et Bassabi Kagbara se laisseront faire.

Eu égard à ce qui précède, il n'est pas impossible que dans les jours à venir, le nouveau mouvement qui vient à peine de naitre se retrouve paralysé.

Des observateurs avisés et certains médias avaient eu à attirer l'attention des hommes politiques surtout ceux de l'opposition du danger que le comportement de l'ANC pouvait avoir dans notre démocratie en construction. Si l'ADDI dont certains pensent que son premier responsable, Aimé Gogué est le plus pacifique des hommes politiques de l'opposition, s'est éloigné de l'ANC, il faut se poser la question de savoir ce qui à pu réellement se passer. Il suffit en plus de parcourir son article de la semaine dernière qui parle des raisons de son retrait du conclave pour savoir que rien n'est facile avec l'ANC. Comment comprendre que, c'est le même parti qui soupçonne toujours les autres d'être des taupes et de jouer pour le pouvoir ? N'est ce pas le pourquoi, l'ANC cherche à être toujours seule ? Que d'accuser à tort les partis qui se détachent aujourd'hui de l'ANC, il faut plutôt voir en l'ANC cet égoïsme poussé qui oblige les autres partis de l'opposition à le fuir. Il ne sera pas exagéré de dire que CAP2015 est mal parti comme c'est le cas avec plusieurs autres mouvements de l'opposition. Et tout ceci n'est qu'un aveu d'impuissance d'une opposition face à un pouvoir bien en place et organisé, du moins pour le moment.

Ségnon

Le MSF reste ferme

LA RUE N'EST PLUS LE MONOPOLE DE L'OPPOSITION

Le Mouvement pour le Soutien à Faure (Msf) était face à la presse dimanche à Lomé. Lors de cette rencontre, le MSF a abordé les sujets touchant l'actualité du moment : les réformes constitutionnelles et institutionnelles, la marche de l'opposition prévue pour le 21 novembre prochain, le projet de loi initié par le CAR-ADDI etc.

Le Mouvement pour le Soutien à Faure (Msf) était face à la presse dimanche à Lomé. Lors de cette rencontre, le MSF a abordé les sujets touchant l'actualité du moment : les réformes constitutionnelles et institutionnelles, la marche de l'opposition prévue pour le 21 novembre prochain, le projet de loi initié par le CAR-ADDI etc.

Sur les questions des réformes, le MSF ne trouve aucun inconvénient au souhait des uns et des autres mais, à une seule condition : que les réformes voulues respectent la démocratie.

Katanga Poro-Tcha

A en croire M.Katanga Poro-Tcha, ceux qui pensent qu'avec la rue, ils pourront créer l'insurrection populaire et exiger la modification de la constitution au Togo, ont menti.

Faisant le parallèle entre l'évènement survenu au Burkina Faso les 30 et 31 Novembre 2014 le MSF estime que l'alternance ne se décrète pas mais s'obtient par les urnes. Ce pourquoi le peuple de Burkina Faso s'est levé contre n'existe pas au Togo.

Abordant le projet initié par le CAR-ADDI, Katanga Poro-Tcha a salué le courage de ces deux formations politiques mais, malheureusement, dit-il, ce projet a foulé au pied les principes fondamentaux des textes du pays.

"Nous disons que la loi, elle est la bienvenue malheureusement, nous sommes rendu compte que, la proposition de loi telle que l'opposition le fait est partiale alors qu'elle doit être impartiale. Les principes veulent que, la loi ne soit pas rétractive, mais aujourd'hui, les gens proposent une loi qui frappe le président qui est élu démocratiquement depuis 2010. Nous disons non à cette loi rétractive. Ensuite, la loi doit être impersonnelle mais aujourd'hui on se rend compte qu'elle est dirigée par une personne. Ce n'est pas normal. Tant que les textes fondamentaux ne sont respectés, l'opposition trouvera en face d'elle la majorité silencieuse", a déclaré Katanga Poro-Tcha.

"Oui à la révision constitutionnelle, mais tout en respectant les dispositions des textes. Le peuple togolais doit être vigilant. On ne peut transposer ce qui d'un pays à un autre sans se référer à la réalité de l'autre et le contexte du Togo. Nous sommes d'accord pour les réformes mais il faut qu'elles respectent les textes", a indiqué le coordonnateur général du MSF.

L'Union pour la République (Unir) avait appelé ses militants à descendre dans la rue le 21 novembre prochain pour appeler au respect des institutions du pays. Le MSF va se joindre à la manifestation, car, personne n'a le monopole de la rue, précise M.Katanga Poro-Tcha.

Le 21 Novembre prochain, l'Unir sortira, l'opposition également. On verra celui qui peut valablement représenter le peuple, a souligné le M.Katanga Poro-Tcha.

Programme MCA

LE TOGO VALIDE 7 INDICATEURS ET S'APPROCHE DE SON ÉLIGIBILITÉ

8 DES 13 INDICATEURS RESTANTS SONT SUR LA MÉDIANE

Que de bonnes nouvelles pour le Togo ces derniers temps ! Après le rapport Doing Business qui constate un bon de 15 places sur 149 pays et 45 places gagnées pour le seul indicateur de création d'entreprise, c'est autour de l'Agence MCC(Millénium Challenge Corporation) de constater dans son enquête, des efforts énormes accomplis par le Togo pour son éligibilité au programme Millénium Challenge Corporation(MCA). Selon le scorecard 2015 publié le 4 novembre dernier, le Togo valide 2 indicateurs de plus et porte le nombre d'indicateurs validés à 7. En 2013, 5 indicateurs étaient validés. Les 2 qui sont venus s'ajouter, sont la politique commerciale qui s'est nettement améliorée avec des mesures prises par le gouvernement pour alléger la tâche aux créateurs d'entreprises. Par exemple, l'assouplissement dans les procédures qui passe de 7 conditions à 3, ce qui réduit considérablement le coût de la création d'une entreprise qui passe de 102.000fcfa à 61.250fcfa. En outre, on note un gain de 07 jours dans le délai, sur les 17 qui étaient appliqués, et une économie de 3000 FCFA sur la commission versée au CFE(Centre de formalité des entreprises), le passage du capital minimum requis pour la création d'une SARL de 1.000.000 FCFA à 100.000 FCFA, et la possibilité de créer une SARL sous seing privé. Autant de mesures qui jouent favorablement aujourd'hui pour le pays qui cherche à être éligible au programme. Le second indicateur est la liberté de la presse. Que ce soit dans la création d'une entreprise de presse ou dans l'exercice du métier de journalisme, une évolution est constatée bien qu'il reste beaucoup à faire en ce qui concerne l'accompagnement que doit faire l'Etat aux médias, surtout privés. Le rapport fait constater que sur les 13 indicateurs restants, 8 sont sur la médiane de nos jours, une nouvelle qui encourage les gouvernants à faire mieux, car, l'adhésion au MCA sera un coup de pouce dans les efforts accomplis en vue de permettre une vie décente aux populations togolaises. Si le Benin, le Ghana et le Burkina sont parvenus à accéder au programme, le Togo le peut également. Il suffit d'une bonne dose de volonté de chacun et de tous, sans distinction, car les retombées qui en découleront, n'auront ni une connotation ethnique, religieuse, politique etc…c'est tous les togolaises et les togolais qui en bénéficieront. Cette volonté, selon le coordonnateur du MCC au Togo, le ministre Stanislas Baba, est de mise au niveau des premières autorités. Il se veut rassurant qu'en à l'engament du chef de l'Etat et de tout le gouvernement de parvenir à ce programme, car pour lui, « il y va de l'intérêt du pays, qui en n'a besoin pour continuer son combat contre la pauvreté ». il rassure pour cela que le gouvernement va faire sa part. Le MCA n'a rien à avoir avec la politique, contrairement à certains qui tentent de semer la confusion à travers leurs déclarations et leurs prises de position visant à discréditer les efforts qui sont déployés par les gouvernants. « Si les gens pensent vouloir faire du mal aux dirigeants en faisant de fausses analyses dont le but est d'empêcher le partenaire qui est les USA de venir en aide au Togo, ils se trompent. Le chef de l'Etat et le gouvernement ne le font pas pour eux-mêmes, mais pour toutes les filles et fils de votre pays le Togo que j'aime si bien », a laissé entendre un diplomate africain installé au Togo. C'est dans cette même logique, que le coordonateur au Togo, nous confiait, il y a quelques mois, ceci, en réponse à ceux qui tentaient de peindre en noir les efforts du gouvernement et les assimilaient à de la pure politique en faveur du pouvoir en place, qu'il n'avait pas laissé sa place aux Nations-Unies pour venir faire de la politique au Togo. Mais pour travailler pour le bien être des togolais, une vision du chef de l'Etat qui, pour lui reste salutaire.

Vivement que chacun joue sa partition.

Tchaboré

COMMUNIQUE DE PRESSE

Sept (07) indicateurs validés pour le Togo dans le scorecard 2015 du Millenium Challenge Corporation (MCC)

Lomé, le 11 novembre 2014 – Le Togo s'est engagé à travailler à son éligibilité au programme américain de lutte contre la pauvreté dénommé « Millennium Challenge Account (MCA) ».

Selon le scorecard 2015 publié ce 04 novembre 2014 par l'agence MCC, le Togo a obtenu sept (07) indicateurs au vert (validés) contre cinq (05) l'année dernière avec des progrès majeurs sur deux indicateurs à savoir la « politique commerciale » et la « liberté de presse »qui, bien que restés dans le rouge (non validés) se trouvent pour la première fois sur la médiane (score moyen annuel de l'ensemble des pays du même groupe).

En outre, sur les treize (13) indicateurs restants, huit (08) se situent aujourd'hui sur la médiane sans oublier la non comptabilisation des scores du rapport Doing Business 2015 pour lequel notre pays a fait un bon de quinze (15) places avec quarante cinq (45)places gagnées pour le seul indicateur de « création d'entreprises ».

L'analyse des scores révèle une marge de manœuvre assez prometteuse pour notre pays. En effet, à travers la politique audacieuse du gouvernement, d'importantes reformes ont été entreprises en 2014 dans les secteurs stratégiques que sont (i) la lutte contre la corruption, (ii) les libertés publiques, (iii) les libertés politiques, (iv) l'amélioration de l'environnement des affaires, (v) la modernisation de la justice.

Rappelons que le Millennium Challenge Account est un processus délicat et complexe dont l'engagement au plus haut niveau de l'Etat a été marqué par outre l'atelier de lancement en février 2014, la mise en place par décret des comités sectoriels et d'une cellule dédiée, l'organisation d'ateliers d'information/ formation à l'endroit des acteurs au développement (Administration, secteur privé, société civile), la tenue d'un séminaire gouvernemental et d'une mission technique à Washington en vue de permettre à l'agence du Millennium Challenge Corporation (MCC) et à ses institutions partenaires de prendre connaissance des progrès récents réalisés par le Togo.

La Cellule MCA TOGO remercie tous les acteurs des secteurs sociaux et économiques qui se sont mobilisés pour cette noble cause au cours de l'année 2014

Contexte

Le Togo a engagé ces dernières années après la restauration de la stabilité politique, un ambitieux programme de réformes économiques. Ces réformes qui se déroulent avec en arrière-fond un climat politique apaisé accordent une place particulière à la gouvernance économique et la lutte contre la pauvreté. La nouvelle gouvernance ainsi mise place a permis au pays d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE en décembre 2010 et de porter le rythme de la croissance de l'économie à 6% en 2013. Les efforts visant à renforcer la gouvernance économique se sont intensifiés avec, entre autres, l'adoption du code des douanes (2), la mise en place en 2014 de (1) l'Office togolais des recettes (OTR) fusionnant les principales régies financières que sont les douanes et les impôts en vue d'améliorer la mobilisation des ressources publiques (3) ainsi que l'opérationnalisation du Guichet unique du commerce extérieur.

L'adoption des textes sur la lutte contre la corruption, l'opérationnalisation des chambres commerciales d'une part et du guichet unique de formalités d'entreprises avec la possibilité de créer son entreprise à coût réduit sont autant de facteurs qui contribuent à un environnement économique sain et prometteur.

Lu sur le net !

Peut-on mourir de peur ?

La question peut paraître improbable et pourtant, une émotion forte comme le chagrin ou la peur peut avoir de graves conséquences sur notre cœur. Si l'effroi provoque chez tout le monde les mêmes réactions, certaines personnes plus vulnérables courent un réel risque de mort subite. Le Pr Hervé Douard, cardiologue, nous en dit plus sur la question.

Qui n'a jamais senti son cœur s'emballer à cause d'une grosse frayeur ? C'est une réaction normale de notre corps qui réagit à une émotion forte. En cause, la sécrétion exagérée de catécholamines, des neurotransmetteurs sécrétés par les glandes surrénales à très faible taux en temps normal. Parmi elles, on retrouve la dopamine, la noradrénaline (également appelée norépinéphrine) et l'adrénaline (ou épinéphrine).

Normalement, la peur entraine une décharge de catécholamines dans le sang, provoquant une augmentation de la fréquence du rythme cardiaque, une constriction des vaisseaux et une élévation de la tension artérielle. Ces symptômes ne durent en général que quelques minutes, puis disparaissent, laissant le cœur retrouver son rythme normal. Mais pas toujours…

Syndrôme du takotsubo ou "syndrome du coeur brisé"

Après une mauvaise nouvelle ou une peur violente, certains ressentent des douleurs au thorax et présentent des modifications de l'électrocardiogramme. Ce sont tous les symptômes de l'infarctus et pourtant ça n'en est pas un, il s'agit en fait du syndrome du takotsubo (littéralement "piège à poulpe") ou "syndrome du coeur brisé", qui survient après un stress émotionnel. Contrairement à l'infarctus, le syndrome du takotsubo ne bouche pas d'artère. Ce "faux" infarctus entraîne un blocage de la paroi antérieure du cœur. "En général, le cœur se recontracte normalement dans les 5 à 6 jours qui suivent le choc émotionnel. Mais on estime que 5 à 10% des personnes victimes du "syndrome du cœur brisé", en meurent", explique le Pr Douard1. Ce trouble touche principalement les femmes après 50 ans, sans que l'on sache vraiment pourquoi, et 1 à 2% des patients se présentant pour un infarctus du myocarde ont en fait été touchés par le takotsubo.2

Des personnes à risque

Chez les personnes souffrant de maladies cardiovasculaires, plus particulièrement de coronaropathie (ou insuffisance coronarienne) et de canalopathie, une émotion forte peut leur être fatale. C'est pourquoi, les activités à sensations fortes (parachute, saut à l'élastique, attractions extrêmes, etc.) leur sont généralement interdites. Heureusement, pour prévenir un éventuel accident, ces patients prennent des bêta-bloquants, des médicaments qui empêchent l'adrénaline de se fixer sur ses récepteurs, permettant une réaction moins forte que s'ils n'avaient pas reçu de traitement préventif.

Le syndrome du QT Long

En cas d'émotion forte ou d'effort intense, les personnes atteintes du syndrome du QT Long présentent elles aussi un risque accru de mort subite. Cardiopathie génétique rare difficile à diagnostiquer, le syndrome du QT Long est souvent asymptomatique. Toutefois, chez certains patients qui en souffrent, il se manifeste par des évanouissements répétés ou des arythmies (pulsations rythmiques cardiaques anormales pouvant être supérieure à 200/mn provoquant une syncope chez le patient). Aussi, si la personne fait face à une grosse frayeur, une arythmie peut se déclencher pouvant entraîner dans les cas extrêmes la mort subite. Comme pour les patients souffrant d'insuffisance coronarienne, les bêta-bloquants sont efficaces pour traiter le syndrome du QT Long.

Alors, "peut-on mourir de peur ?" C'est rare, mais oui. En précisant toutefois que les personnes déjà fragiles du cœur auront plus de risques de mourir après un choc émotionnel. Il est donc primordial d'aller consulter un cardiologue si vous êtes victime de syncopes à répétition, d'arythmie, de tachycardie, afin d'écarter toute maladie cardiaque.

Annabelle Iglesias

Promotion des NTICS

JEAN PAUL EVEKOE OFFRE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE AU LYCÉE DE KPEGNON ADJA

Désormais les élèves du Lycée de Kpegnon Adja peuvent se vanter d'être à la page de l'évolution du monde dans le domaine de l'informatique. Et pour cause, le lycée vient de bénéficier d'un don composé de matériels informatiques et accessoires grâce à la générosité de Jean Paul Evekoe, natif du milieu. La remise a eu lieu le mercredi 05 novembre 2014 dans l'enceinte du lycée par le donateur.

Visite guidée

Ces matériels dont le lycée de Kpegnon Adja en est bénéficiaire, s'inscrit dans le projet dénommé ''Pont Technologie Virtuel'' (PTV). Un projet qui se veut un canal de promotion des Nouvelles technologies de l'information et de la communication en les rapprochant des élèves des contrées les plus reculées du pays. Il permettra d'équiper les écoles ciblées en ordinateurs, imprimantes et wifi.

Et c'est le lycée de Kpegnon Adja dans la préfecture de Haho qui en est le premier bénéficiaire dans la première phase. Il a bénéficié de 10 ordinateurs, d'une imprimante et d'un wifi, tout ceci relié à des panneaux solaires. Il a également bénéficié de l'électrification de deux salles de classe.

Le proviseur du lycée, Kotoka Amouzou, et la porte-parole des élèves, mademoiselle Agboliagbo Delphine, ont dans leur intervention, remercié le donateur et promis de faire bon usage pour que cela profite aux générations futures.

Pour le donateur, Jean-Paul Evekoe, son investissement dans ce projet s'explique par sa réelle volonté d'apporter à tous les élèves du Togo et en particulier ceux des localités ciblées , la connaissance et la découverte des avantages liés à l'utilisation de l'outil informatique et internet.

Estimé à 4 millions de F Cfa, l'initiative est soutenue par HARDI TECH ET AFRO TECHNOLOGY.

Ont pris part à la cérémonie, le Chef canton Togbui Amouzou Evékoe IV, le député Amouzou Kodzovi, le proviseur du lycée, Kotoka Amétépé, diverses autres personnalités politiques, traditionnelles et la population.

Charles Djade

Education

TOTAL-TOGO FAIT DON DE 100 KITS SCOLAIRES AUX ÉLÈVES DE L'EPP KATANGA

Total Togo par l'entremise du dépôt gaz de Katanga a fait don de 100 Kits scolaires à l'école primaire publique de Katanga, une localité situé dans la banlieue nord de Lomé. Un geste de générosité qui est le fruit du bon voisinage et des bonnes relations qu'entretiennent les responsables du dépôt gaz avec les populations de la localité.

La remise a eu lieu dans l'enceinte de l'école le vendredi 7 novembre 2014 par les premiers responsable de Total Togo, notamment le chef du dépôt gaz de Katanga, Kougblenou Ekoe et le chef de sécurité chargé des Programmes et Projets de Développement Durable, Golo Jérôme, en présence de la directrice de l'école, Ogountola Esse.

Total Togo entend par ce don qui est destiné aux 10 premiers de chaque classe sur la base des résultats de l'année dernière, promouvoir l'esprit de l'excellence chez les élèves.

« Ce don que nous venons d'offrir n'est pas de l'improvisation. Total a inscrit depuis quelques années dans son programme la promotion de l'excellence chez les élèves. Et chaque année nous choisissons sur la base

Photo de famille

des travaux effectués avec les responsables d'école lors des visites préliminaires pour savoirs les besoins qui pourront être satisfaits dans l'immédiat. Cette année, nous avons choisit l'EPP Katanga, non seulement parce que la localité abrite l'un des dépôts gaz de Total Togo, mais aussi à cause du bon voisinage que nous entretenons avec les populations », a laissé entendre le chef du dépôt gaz, Kougblenou Ekoe.

Pour le responsable de la sécurité, Golo Jérôme, ce geste sera continuel dans le temps. Ceci pour satisfaire tous les besoins relevés par la directrice lors de leur visite de terrain.

Charles D.

Présidentielle de 2015 au Togo

LE RÊVE DE BRIGITTE ADJAMAGBO JOHNSON

La présidentielle de 2015 avance à grands pas et les acteurs politiques de tous les bords s'activent à ratisser large pour leurs formations politiques ou regroupements de formations politiques respectifs. C'est dans cette optique que la secrétaire nationale de la CDPA (Convention Démocratique des Peuples Africains), un des vieux partis politiques au Togo, Brigitte Kafui Adjamagbo, multiplie les interviews pour le compte de son regroupement CAP 2015, un regroupement de 8 partis politiques issus du fameux conclave CST/ARC-EN-CIEL, qui s'est terminé à queue de poisson. « … Nous sommes ouverts pour gouverner avec toutes les bonnes volontés », déclare dame Brigitte, dans une interview accordée à un média de la place. A la lecture d'une telle déclaration, une seule question nous vient à l'esprit. Sur quoi la secrétaire national de la CDPA compte-t-elle pour être si sûre de la victoire de son candidat en 2015 ? Aujourd'hui, il est question de savoir si l'opposition togolaise est véritablement assise sur l'échiquier politique togolais ? Un petit

Brigitte Kafui Adjamagbo de la CDPA, membre de CAP 2015

exemple avec CAP 2015 qui regroupe 8 partis politiques. Lorsque l'on prend le parti de dame Adjamagbo qui est la CDPA, combien de militants peut-il regrouper sur toutes l'étendue du territoire national ? On invente rien, au temps fort de ce parti, il nous vient à l'esprit qu'à une présidentielle, le score de 1% n'avait pas été atteint. Aujourd'hui, sur les 8 partis politiques du CAP 2015, à part l'ANC qui est le principal parti politique de l'opposition, les 7 autres représentent quoi ? En plus de cet handicap, il y a aussi la question d'une candidature unique de l'opposition qui divise et qui pourrait émietter les voix. Et au-delà de tous ces paramètres, il y a, la question de l'occupation du terrain par les partis politiques. Il ne faut pas se voiler la face, le parti au pouvoir est très loin dans cette stratégie. Ce qui lui a d'ailleurs permis de remporter sans grande difficulté les législatives de juillet 2013. Cette politique du président du parti politique UNIR qui consiste s'ouvrir aux compétentes autres que celles de son propre parti, a contribué à faire adhérer un bon nombre de togolais, surtout jeunes cadres, qui étaient opposés à l'ancien parti. Il suffit de voir les résultats de la présidentielle de 2010 et ceux des législatives de 2013 pour s'en convaincre. En plus, aujourd'hui, le changement dans le pays dans tous les domaines, a quelque peu changé la mentalité de plusieurs togolais qui croient désormais en la vision de l'actuel chef de l'Etat. Parmi ces togolais, beaucoup préfèreront lui accorder leur voix, mais ce qui décideront de ne pas le faire pourraient ne pas aller voter. Il ne s'agit pas de dire qu'on va remporter en 2015 pour que la victoire soit, comme laisse entendre dame Kafui. Il faut travailler, proposer le vrai qui est peut-être différent de l'adversaire, être raisonnable dans ce qu'on entreprend et puis savoir convaincre. Voilà les 4 vertus qui pourraient faire bouger les lignes en 2015. Mais Brigitte Adjamagbo ou le parti ou regroupement de partis au nom duquel elle parle, peut-il se retrouver dans ces vertus ? Si oui tant mieux. Mais au cas contraire, que CAP2015 retrousse ses manches, ce qui doit en réalité faire cesser le rêve de madame le secrétaire national de la CDPA.

Avant de prétendre gouverner, il faut gagner les élections et pour gagner les élections, il faut travailler….

LM

Actualité politique

LA MAJORITÉ SILENCIEUSE ENVISAGE 2 GRANDES MANIFESTATIONS À LOMÉ

En conférence de presse vendredi 14 novembre dernier à leur siège à Lomé, les responsables des associations membres de la majorité silencieuse ont donné leur lecture de l'actualité sociopolitique du pays en quatre points, notamment, les questions sur les réformes institutionnelles et constitutionnelles, les questions de l'introduction envisagée d'une proposition de loi de réformes par certains partis de l'opposition, la question de l'appel à manifestation dans les prochains jours et les questions sur une *« supposé incertitude »* de l'avenir du Togo.

Sur les questions des réformes constitutionnelles et institutionnelles, les responsables de la majorité silencieuse estiment que si aujourd'hui ces réformes ne sont pas faites, l'entière responsabilité revient à l'opposition togolaise. Car, selon

Table d'honneur

elle, c'est l'intransigeance de l'opposition et sa volonté d'exclure, sans base juridique, le président sortant, Faure Gnassingbé, qui a obligé la majorité parlementaire à rejeté le projet de loi envoyé par le gouvernement.

Les responsables de la majorité silencieuse, voient dans l'introduction envisagée d'une proposition de loi de réformes par certains partis de l'opposition, une pure manœuvre dilatoire visant à créer l'amalgame dans les esprits. Pour la majorité silencieuse, la démarche vise à obtenir un nouvel rejet pour déclencher un mouvement de colère populaire contre la majorité en espérant que les casses et la violence qui pourraient entrainer la répression policière, puissent provoquer une insurrection populaire, comme au Burkina Faso.

S'agissant des questions sur une éventuelle incertitude de l'avenir du Togo évoquée par l'opposition, les responsables de la majorité silencieuse voient dans cette attitude l'immaturité, le manque de leadership et le maque de proposition d'un projet de société convaincant.

Il ont ainsi invité toute la population à rester sereine et a avoir foi en l'avenir. Car grâce à la politique intelligente et novatrice de Faure Gnassingbé, elle pourra surtout avec lui préparer dans un avenir proche, les conditions génératrices d'une alternance positive et porteuse d'espérance.

La majorité silencieuse attend clamer haut et fort les 22 et 29 novembre prochains au cours de deux grandes manifestations afin d'appeler la population à se manifester dans les urnes plutôt que dans les rues pour une quelconque prise de pouvoir.

Charles Djade

Redynamisation du secteur touristique au Togo

LES FONCTIONNAIRES DU DÉPARTEMENT DU TOURISME INFORMÉS SUR LE PDDAT

Le secteur touristique est un secteur clé dans le développement économique de nombreux pays. Ainsi pour contribuer au renforcement du tissu économique du Togo, le ministère du tourisme a organisé le vendredi 14 novembre dernier à l'hôtel Eda Oba, à Lomé, un atelier d'information et de sensibilisation sur le Plan Directeur de Développement et d'Aménagement du Tourisme (PDDAT). Organisée à l'attention des fonctionnaires du département du tourisme et des acteurs impliqués dans le développement du secteur, cet atelier à pour objectif de permettre aux participants de s'approprier le contenu du Plan Directeur de Développement et d'Aménagement du Tourisme ; élaboré avec l'appui de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) et du PNUD et validé le 30 juillet dernier.

Table d'honneur

Pour les organisateurs de cette rencontre, le développement de tout secteur passe d'abord par l'élaboration d'un plan directeur. Ils se réjouissent ainsi du document du Plan Directeur de Développement et d'Aménagement Touristique (PDDAT). De même considèrent-ils, le tourisme comme un indicateur de la paix et de sérénité dans un pays.

Selon Ngnam Jeanne Bougonou du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD Togo), *« le tourisme contribue à la réduction de la pauvreté et dans une certaine mesure à la paix mondiale »*. Pour elle, le PNUD aborde le secteur sur deux points essentiels. Il s'agit de la nécessité du cadre du développement par le plan directeur ainsi que le constat du PNUD sur la réhabilitation du secteur du tourisme, la formation etc. Elle a rassuré les participant de la volonté et e l'engagement du PNUD de rester aux côtés du Togo pour la réussite du projet.

« Le tourisme reconnu mondialement comme étant l'un des secteurs les plus dynamiques dans la création de richesse et d'emplois, est malheureusement sous exploités dans de nombreux États africains, notamment notre pays le Togo, alors que celui-ci participe énormément à l'amélioration des conditions socio-économiques des populations à la base », a laissé Victor Tfaraba Atara secrétaire général du ministère du tourisme, dans son intervention. Pour lui, le département du tourisme s'est doté d'un plan directeur de développement du secteur, dans la dynamique de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Il ajoute en outre qu'il s'agit d'un outil qui vient consolider les instruments de planification existants, et qui servira désormais de documents d'orientation – à court, moyen terme - pour toute action d'intervention dans le secteur. Ce plan permettra de mettre en valeur toutes les potentialités touristiques devant servir à propulser la croissance économique .

Les participants

Richard Folly

COMMUNIQUE

APPEL AU CONSENSUS SUR LES REFORMES

Journalistes pour l'Observation Electorale et la Bonne Gouvernance (JOBE),

face à la crispation que connait aujourd'hui le débat politique autour de la question des reformes

face au risque réel que le débat alimenté autour de la question des reformes prenne en otage la paix nécessaire à la tenue de la présidentielle de 2015,

face aux réclamations et recommandations des différents acteurs et partenaires de la vie politique togolaise,

invite tous les acteurs politiques à s'entendre pour trouver un consensus sur la question des reformes afin de donner toutes les chances à une élection paisible, consensuelle et acceptable par tous.

Journalistes pour l'Observation Electorale et la Bonne Gouvernance craint que l'absence de consensus sur cette question ne prenne en otage tout le processus en partant d'abord de la révision des listes électorales qui est imminente.

JOBE compte sur l'engagement réel de tous les acteurs politique et espère que ceux-ci mettrons au devant de tout, l'intérêt du pays.

Fait à Lomé le 17 novembre 2014

Le coordonnateur

Journalistes pour l'Observation Electorale et la Bonne Gouvernance (JOBE),

face à la crispation que connait aujourd'hui le débat politique autour de la question des reformes

face au risque réel que le débat alimenté autour de la question des reformes prenne en otage la paix nécessaire à la tenue de la présidentielle de 2015,

face aux réclamations et recommandations des différents acteurs et partenaires de la vie politique togolaise,

invite tous les acteurs politiques à s'entendre pour trouver un consensus sur la question des reformes afin de donner toutes les chances à une élection paisible, consensuelle et acceptable par tous.

Journalistes pour l'Observation Electorale et la Bonne Gouvernance craint que l'absence de consensus sur cette question ne prenne en otage tout le processus en partant d'abord de la révision des listes électorales qui est imminente.

JOBE compte sur l'engagement réel de tous les acteurs politique et espère que ceux-ci mettrons au devant de tout, l'intérêt du pays.

Fait à Lomé le 17 novembre 2014

Le coordonnateur

Joel EGAH

Avis

Une société de la place recherche des employés ayant au maximum le niveau BAC2, capable de travailler dans la zone d'Avépozo, âgé de trente cinq(35) ans au maximum.

Une expérience dans le domaine de la santé serait un atout.

Dépôt de dossier au secrétariat de la radio kanal FM au plus tard le 27 novembre 2014.

Ne fermons pas les yeux....!

LE RISQUE EST RÉEL

Ministère du Commerce
et de la Promotion du secteur Privé